**Joseph Kasavubu**

Président de la République du Congo (Léopoldville)

**«Une Charte qui permettra d’affirmer la personnalité du continent africain »**

J’ai hâte de vous dire qu’après les graves troubles qu’il a subis, le «Cœur de l’Afrique » reprend son rythme et recommence à battre à une cadence de plus en plus normale. Oui, et ce n’est pas un leurre, le Congo s’est dégagé de cette phase sombre qu’il a connue au lendemain de son accession à l’indépendance et qui n’est pas due exclusivement au tribalisme. Ce fut essentiellement une coalition d’intérêts étrangers qui ne pouvaient se résoudre à quitter certaines régions de notre pays que les géologues qualifient souvent de «coffre-fort » de l’Afrique.

Au prix de quels efforts? Au prix de quels sacrifices, sommes-nous parvenus à remettre de l’ordre dans nos affaires? Seul un recul dans le temps nous permettra de faire ce bilan avec toute l’objectivité et toute la sérénité qu’il requiert. Nous pouvons d’ores et déjà affirmer cependant, sans crainte d’être démentis par l’histoire, que l’assistance des pays africains qui ont volé fraternellement à notre secours a été un élément décisif, sinon déterminant de notre victoire.

Je ne peux trouver meilleure occasion que celle qui m’est offerte aujourd’hui pour exprimer à tous ces pays dont les fils sont tombés sur le sol congolais la gratitude de notre peuple.

Majesté, Monsieur le président, Messieurs les présidents et chers frères, je vous prie d’observer une minute de silence à la mémoire de ces héros et de tous ceux qui ont donné leur vie pour assurer ou pour consolider la souveraineté et l’intégrité territoriale du Congo.… Je vous remercie.

Ces liens scellés dans le sang sont le meilleur pacte que nous avons conclu avec l’Afrique pour laquelle nous avons opté bien avant d’accéder à la souveraineté.

En accueillant à Léopoldville moins de deux mois après l’indépendance une Conférence des ministres des Affaires étrangères africains, le Congo entendait traduire cette politique dans les faits. Il devait également concrétiser quelque temps plus tard son option pour le non-engagement en participant à la Conférence de Belgrade.

Le non-alignement et une politique africaine sans exclusive ont été depuis, deux constantes de toutes nos prises de position.

Il y a lieu d’ajouter dans ce contexte que la propagande insidieuse qui s’est emparée des évènements de notre pays a relégué au second plan des actes que nous avons posés dès l’indépendance et dont l’Afrique peut être fière. Aussitôt libérés nous avons débarrassé notre sol des bases étrangères qui pouvaient constituer un pôle d’attraction de la guerre froide en plein cœur de l’Afrique.

Nous n’avons cessé par ailleurs de réaffirmer notre aversion pour les pactes militaires qui ne peuvent qu’aliéner la souveraineté de nos pays respectifs, restreindre notre possibilité de choix et retarder ainsi la marche de l’Afrique.

Nous voici aujourd’hui à la croisée des chemins. Plusieurs voies s’offrent à nous pour réaliser l’Unité africaine. Laquelle devons-nous choisir? Chacun de nous doit en toute conscience et en toute humilité contribuer à cette réponse.

La contribution congolaise sera faite en fonction d’une expérience de près de trois ans, douloureuse certes, mais combien riche en enseignements.

Cette expérience nous a appris que la confiance et le respect mutuels entre partenaires constituent la base de réussite de toute œuvre d’unité. C’est pourquoi nous avons évité à notre réconciliation nationale de tourner au règlement de compte. Rien ne peut être construit sur la haine, l’amertume ou la vengeance.

Nous avons souffert du tribalisme qui n’est pas un phénomène exclusivement congolais mais qui sévit malheureusement sous divers aspects dans tout le continent, et menace la stabilité de nos Etats.

Certaines circonstances ont fait que le tribalisme au Congo a pris une valeur de symbole; dans ces conditions nos efforts pour le juguler prennent une valeur de test pour toute l’Afrique. Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits. Nous estimons que c’est rendre un mauvais service à l’Afrique que de croire que cette amélioration est superficielle. Comment peut-on parvenir à l’Unité africaine si au départ on met en doute les acquis et les progrès des Etats qui aspirent à cette unité?

Quoi qu’il en soit, nous poursuivrons ces efforts qui tendent à entretenir et à renforcer la confiance entre nos différentes entités par un travail patient d’harmonisation et de rapprochement. Nous ferons en sorte que les particularismes de chacune de nos régions, qui expriment la diversité de la richesse de notre patrimoine commun, se complètent sans se heurter.

Ce concept vaut d’ailleurs autant pour les vingt et une provinces que compte le Congo que pour les trente-deux Etats qui composent aujourd’hui l’Afrique libérée.

Seul un instrument, assez souple pour s’adapter à toutes les situations par lesquelles passe un pays ou, à plus forte raison, un continent en pleine mutation, nous permettra d’atteindre nos objectifs.

Le premier de ces objectifs est sans conteste celui de mener à son terme la décolonisation sans laquelle l’unité ne peut être complète.

Le Congo a une lourde responsabilité dans ce domaine. La ligne de démarcation entre l’Afrique libérée et l’Afrique encore sous domination coloniale passe par ses frontières. Nous avons eu à souffrir de la proximité des régimes colonialistes mais cela n’a fait que nous confirmer dans la voie que nous nous sommes tracée.

Nous continuerons à apporter en tant qu’Etat souverain une contribution que nous voulons la plus efficace possible – mais qui sera, je peux vous en assurer, toujours désintéressée – aux mouvements de libération du Sud de l’Afrique.

Cette contribution sera ainsi conforme à l’idéal africain tel qu’il s’est dégagé de la Conférence des ministres des Affaires étrangères qui a précédé notre réunion.

Les travaux de cette conférence ont permis de dégager plusieurs dénominateurs communs à nos différents pays. Nous croyons le moment propice pour traduire ces idéaux dans une Charte qui permettra d’affirmer la personnalité du continent africain, afin qu’il puisse jouer dans le monde un rôle en harmonie avec son véritable potentiel.

Le renforcement de l’Organisation des Nations unies est un autre moyen efficace qui nous permettra d’atteindre cet objectif.

Le Congo, est je crois, bien placé pour parler de cette Organisation qui a mené dans notre pays une expérience sans précédent. Une expérience difficile, certes, mais dont le succès a prouvé l’efficacité de l’Organisation malgré tous les obstacles auxquels elle peut se heurter.

Le meilleur moyen de renforcer les Nations unies consiste à notre avis à respecter toutes nos obligations envers elles et particulièrement les obligations financières.

Majesté, Monsieur le président, Messieurs les présidents et chers frères, j’ai le plaisir de vous annoncer que malgré les difficultés qu’il connaît sur le plan économique et financier le Congo vient de s’acquitter de ses charges envers l’Organisation internationale. Nous examinons également la possibilité de contribuer à l’achat de bons d’emprunts émis par les Nations unies.

Nous nous réjouissons de ce que la Conférence des ministres des Affaires étrangères africains s’est orientée dans cette voie du renforcement du prestige et de l’efficacité de l’Organisation internationale.

La prudence, la modération, le réalisme et la pondération, dont ont fait preuve les ministres africains, sont les meilleurs gages de succès de notre entreprise. En effet s’il ne s’agit pas d’être en retard sur l’histoire, le fait d’être trop en avance s’est révélé à plusieurs reprises néfastes. Je vous ferai grâce des exemples que je pourrais citer à l’appui de cette affirmation.

Dans ce même contexte, nous tenons à souligner, en ce qui concerne les problèmes économiques, que la mise sur pied de projets réalisables, aussi modestes soient-ils, est infiniment plus avantageuse que le meilleur des cahiers de revendications.

Nous devons dès à présent commencer à concrétiser nos aspirations. Ce sera la meilleure garantie et le meilleur stimulant que nous donnerons aux 250 millions d’Africains dont les regards sont tournés aujourd’hui vers Addis-Abéba.

Je veux enfin renouveler toute notre gratitude à Sa Majesté Impériale Haïlé Sélassié 1er, à son peuple et à son gouvernement pour leur hospitalité; leur accueil fraternel n’est pas pour nous surprendre car il est conforme aux traditions millénaires de l’Ethiopie.